



Services du Premier ministre

Direction des Services Administratifs et Financiers

**Transfert et mise aux normes de la cuisine
de l'hôtel Rothelin Charolais
sise 101 rue de Grenelle à Paris 7ème**

**CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES
PARTICULIERES**

Numéro de consultation : 17-BAM-181

Procédure de passation : Procédure adaptée > 90 k EUR HT

en application de l'article 27 du décret n° 2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics

Le présent document est commun à l'ensemble des 7 lots.

Table des matières

Article 1 - OBJET DU MARCHÉ.....	4
Article 2 - ALLOTISSEMENT.....	4
Article 3 - VARIANTES.....	4
Article 4 - PROCEDURE DE PASSATION.....	4
Article 5 - DUREE DU MARCHÉ.....	4
5.1 Cadre général.....	4
5.2 Délais d'exécution.....	4
Article 6 - INTERVENANTS.....	6
6.1 Maître de l'ouvrage.....	6
6.2 Maître d'oeuvre.....	6
6.3 Coordonnateur des systèmes de sécurité incendie (SSI).....	6
6.4 Contrôleur technique.....	7
6.5 Co-activité et coordination des mesures de prévention en matière de sécurité et de protection de la santé (SPS).....	7
6.6 Autres intervenants.....	7
Article 7 - DOCUMENTS CONTRACTUELS.....	7
Article 8 - MARCHES DE PRESTATIONS SIMILAIRES.....	8
Article 9 - MODALITES D'EXECUTION DES PRESTATIONS.....	8
9.1 Conditions particulières d'exécution.....	8
9.2 Implantation des ouvrages.....	9
9.3 Provenance, qualité, contrôle et prise en charge des matériaux et produits.....	10
9.4 Préparation – coordination et exécution des travaux.....	11
9.5 Contrôles et réception des travaux.....	13
9.6 Pénalités.....	14
Article 10 - REGIME FINANCIER.....	15
10.1 Forme et contenu des prix.....	15
10.2 Modalités de rémunération du titulaire et règlement des comptes.....	17
10.3 Modalités financières.....	18
10.4 Modalités de facturation.....	18
Article 11 - SOUS-TRAITANCE.....	20
Article 12 - DISPOSITIONS DIVERSES.....	21
12.1 Forme des notifications et des informations.....	21
12.2 Langue.....	21
12.3 Garanties.....	22
12.4 Assurances.....	23
12.5 Autres obligations administratives.....	24
12.6 Résiliation.....	24
12.7 Exécution aux frais et risques du titulaire.....	25
12.8 Litiges et contentieux.....	25
Article 13 - DEROGATIONS AU CCAG.....	26
Article 14 - ANNEXE – DOCUMENTS A FOURNIR POUR L'ACCES AU SITE.....	26

Article 1 - OBJET DU MARCHÉ

Le marché a pour objet la réfection de la cuisine de l'hôtel de Rothelin Charolais sise 101 rue de Grenelle à Paris 7ème.

Article 2 - ALLOTISSEMENT

La description des travaux et leurs spécifications techniques sont indiquées dans le cahier des clauses techniques particulières (CCTP) afférent à chacun des lots. Les prestations constituent un marché global.

L'opération est allotie de la manière suivante :

N°	Intitulés lots séparés
1	Démolition Curetage
2	Maçonnerie, gros oeuvre, faux plafonds, carrelage
3	Equipements de cuisine
4	Electricité CFO/CFA
5	CVC, Plomberie
6	Menuiserie bois
7	Peinture

Article 3 - VARIANTES

Les soumissionnaires ne peuvent pas présenter de variantes à leur initiative.

Il n'y a pas de variante à l'initiative de l'administration.

Article 4 - PROCEDURE DE PASSATION

Le marché est un marché de services passé selon la procédure adaptée en application de l'article 27 du décret n°2016-360 du 25 mars 2016.

Article 5 - DUREE DU MARCHÉ

5.1 Cadre général

Le marché est conclu pour une durée de 12 mois, à compter de sa date de notification.

5.2 Délais d'exécution

5.2.1. Délais d'exécution global du marché

Le délai global d'exécution inclut :

- la période de préparation du chantier,
- le délai d'exécution des travaux.

5.2.1 Période de préparation

Le marché comprend une période de préparation d'une durée de **quatre (4) semaines**.

5.2.3. Délai d'exécution des travaux

Le délai d'exécution prévisionnel des travaux pour l'ensemble des lots est de **vingt-deux (22) semaines**, à compter de l'ordre de service de démarrage des travaux.

Toute modification de la date de début des travaux ou du délai d'exécution fera l'objet d'un ordre de service.

Les délais d'exécution propres à chacun des lots s'insèrent dans ce délai global, conformément au calendrier détaillé d'exécution des travaux.

Ils comprennent tous les travaux prévus incombant au titulaire, y compris le repliement des installations de chantier, le nettoyage et la remise en état des lieux.

Toute modification de la date de début des travaux ou du délai d'exécution fera l'objet d'un ordre de service.

Les délais d'exécution propres à chacun des lots s'insèrent dans ce délai global, conformément au calendrier détaillé d'exécution des travaux. Ils comprennent tous les travaux prévus incombant à l'entrepreneur y compris le repliement des installations de chantier, le nettoyage et la remise en état des lieux.

Pour chaque lot, le maître d'oeuvre délivre un ordre de service de démarrage des travaux.

5.2.4. Calendrier détaillé d'exécution des travaux

Le calendrier détaillé de l'ensemble des travaux est élaboré par le maître d'oeuvre sur la base des calendriers fournis par chacun des titulaires des lots.

Les calendriers détaillés distinguent, le cas échéant, les différents ouvrages. Ils indiquent en outre, pour chacun des lots :

- la durée et la date prévisionnelle de départ du délai d'exécution qui lui est propre ;
- la durée et la date prévisionnelle de départ des délais particuliers.

Au cours du chantier et après consultation du titulaire concerné, le calendrier détaillé peut être modifié, le cas échéant par le maître d'oeuvre, dans la limite du délai global d'exécution.

5.2.5. Prolongation du délai d'exécution

Le délai d'exécution des travaux peut être prolongé :

1°) dans les conditions de l'article 19.2.2 du CCAG-Travaux en cas de :

- changement de montant des travaux ou modification de l'importance de certaines natures d'ouvrages,
- substitution d'ouvrages différents aux ouvrages initialement prévus,
- difficultés imprévues au cours du chantier,
- ajournement des travaux décidé par le maître d'ouvrage ou retard dans l'exécution d'opérations préliminaires qui sont à la charge du maître d'ouvrage ou de travaux préalables faisant l'objet d'un autre marché.

2°) en cas d'intempéries conformément aux dispositions de l'article 19.2.3 du CCAG-Travaux.

En dehors de ces cas, toute prolongation du délai d'exécution résulte d'un avenant.

En application de l'article 19.2.3 du CCAG-Travaux, lorsque l'exécution des travaux est entravée par des intempéries, les délais d'exécution sont prolongés du nombre de jours d'arrêt réellement constatés.

En cas d'interruption du chantier du fait du pouvoir adjudicateur, pour des raisons liées à des nécessités de service, le délai d'exécution est maintenu sous réserve que le nombre de jour d'interruption n'excède pas trois (3) jours ouvrés.

En application du troisième paragraphe de l'article 19.2.3 du CCAG-Travaux, lorsque l'exécution des travaux est entravée par l'un des phénomènes naturels mentionné ci-dessous, les délais d'exécution sont prolongés. La prolongation des délais d'exécution est équivalente au nombre de jours d'entrave provoqués par le phénomène naturel en cause.

Ces modifications tiennent compte, le cas échéant, des prolongations de délais résultant de l'application de l'article 19.2 du CCAG-Travaux.

Le calendrier détaillé d'exécution éventuellement modifié est notifié par ordre de service à l'ensemble des titulaires.

Article 6 - INTERVENANTS

6.1 Maître de l'ouvrage

La maîtrise de l'ouvrage est assurée par :

Le Directeur des services administratifs et financiers du Premier ministre
18 rue Vaneau
75007 Paris.

Le service en charge de l'opération est :

Division du patrimoine et de la logistique (DPL)

6.2 Maître d'oeuvre

La maîtrise d'oeuvre est assurée par :
Monsieur Olivier WEETS
Architecte en chef des monuments historiques
21, rue du Calvaire
92210 SAINT-CLOUD

En complément des études d'exécution propres aux ouvrages de chaque lot, une coordination sera à réaliser entre les différentes entreprises. Cette coordination est exclusivement du domaine de la responsabilité des entreprises et rentre donc dans la phase d'exécution du projet.

Toutes les entreprises participent autant que de besoin à la coordination.
Le maître d'oeuvre arbitre les conflits pouvant survenir entre les entreprises des différents lots.

6.3 Coordonnateur des systèmes de sécurité incendie (SSI)

Aucune mission de coordination SSI n'est prévue.

6.4 Contrôleur technique

Les diagnostics sont réalisés par la société DEKRA.

6.5 Co-activité et coordination des mesures de prévention en matière de sécurité et de protection de la santé (SPS)

Les travaux de bâtiment faisant intervenir plusieurs entreprises sur un chantier temporaire ou sur un chantier clos et indépendant relèvent du régime du décret n°94-1159 du 26 décembre 1994 relatif à l'intégration de la sécurité et à l'organisation de la coordination en matière de sécurité et de protection de la santé lors des opérations de bâtiment ou de génie civil (articles L. et R. 4532-1 et suivants du code du travail).
L'opération fait l'objet d'une coordination en matière de sécurité et de protection de la santé assurée par :
BTP-Consultants - 202, quai de Clichy - 92110 Clichy

6.6 Autres intervenants

Architecte du Patrimoine :
Atelier Silhouette Urbaine
65, avenue Paul Vaillant Couturier
94250 Gentilly

BET Technique :
T3E
6 T Rue Volta - 94140 Alfortville

BET Cuisine :
ARWYTEC
100 ter avenue de St Mandé - 75012 PARIS

Economiste – Vérificateur des monuments historiques:
Monsieur Philippe Votruba
1 rue du Petit Musc - 75004 Paris.

Article 7 - DOCUMENTS CONTRACTUELS

Le marché est constitué des éléments contractuels énumérés ci-dessous, par ordre de priorité décroissante :

- l'acte d'engagement et son annexe financière (décomposition du prix global et forfaitaire - DPGF) pour chacun des lots ;
- le présent cahier des clauses administratives particulières (CCAP), dont l'exemplaire conservé dans les archives de l'administration fait seul foi ;
- le cahier des clauses techniques particulières (CCTP) pour chacun des lots techniques et ses annexes ;
- le cahier des clauses techniques communes (CCTC) tous corps d'état ;

- le cas échéant, les actes spéciaux de sous-traitance et leurs avenants, postérieurs à la notification du marché ;
- le cahier des clauses administratives générales (CCAG -TRAVAUX) applicables aux marchés publics de travaux approuvé par l'arrêté du 8 septembre 2009 modifié.

Les documents suivants complètent le marché :

- le programme d'exécution ou le calendrier détaillé d'exécution des travaux ;
- les plans ;
- le calendrier détaillé d'exécution ;
- le diagnostic plomb et le diagnostic amiante ;
- le plan général de coordination - PGC ;
- la note de présentation ;
- les documents graphiques et photographiques ;
- le mémoire technique présenté par l'entreprise lors de la remise de l'offre ;
- les réponses aux questions et les pièces supplémentaires, présentées par chaque candidat retenu.

Toute clause portée dans les conditions générales de vente du titulaire, dans les tarifs, dans toute documentation et contraire aux dispositions des pièces ci-dessus, constitutives du présent marché, est réputée non écrite.

Seuls les documents originaux conservés dans les archives de l'Administration font foi.

Article 8 - MARCHES DE PRESTATIONS SIMILAIRES

L'acheteur pourra négocier, avec le titulaire, sans publicité préalable et sans mise en concurrence, un marché de prestations similaires en application de l'article 30-I-7° du décret n°2016-360 du 25 mars 2016.

Article 9 - MODALITES D'EXECUTION DES PRESTATIONS

9.1 Conditions particulières d'exécution

9.1.1 Remplacement des intervenants

Compte tenu des contraintes liées au site, certaines tâches pourront être réalisées à la demande de la maîtrise d'oeuvre en horaires décalés (matin, soir, week-end, congés, jours fériés).

Cette modalité est intégrée par le titulaire dans le prix forfaitaire de son marché.

9.1.2 Accès au site

Les accès aux différents locaux de la personne publique sont sécurisés et réglementés. Les équipes du titulaire peuvent y intervenir aux heures ouvrées de la personne publique qui seront arrêtées lors de la réunion de lancement des travaux.

Les équipes du titulaire se doivent de respecter scrupuleusement les consignes fixées à cet égard (port du badge, tenue correcte, etc.).

L'annexe du présent CCAP précise les documents à fournir pour l'accès au site des équipes du titulaire.

Aucun stationnement ne sera possible sur site. Ces dispositions ne donneront droit à aucun délai d'exécution supplémentaire.

9.2 Implantation des ouvrages

9.2.1 Déclaration d'intention de commencer les travaux

Le maître de l'ouvrage a réalisé la déclaration de projet de travaux conformément à la réglementation en vigueur.

Le titulaire est réputé avoir intégré dans son offre et y avoir prévu des prestations qui prennent en compte les contraintes éventuelles de proximité des réseaux existants sur le projet avec les incertitudes de localisation indiquées dans les pièces du marché.

L'apparition, en période de préparation et préalablement au compte-rendu de marquage piquetage, d'écarts entre les récépissés de Déclaration d'intention de commencer les travaux (DICT) et les éléments de la consultation, constitue un point d'arrêt. Les parties évaluent l'impact de ces écarts sur le projet, et leurs conséquences contractuelles.

Après analyse des écarts par le titulaire, le maître d'ouvrage l'informerá avant le démarrage des travaux des conditions nouvelles de réalisation et notamment des éventuelles adaptations du projet assurant sa compatibilité avec la configuration la plus récente des réseaux tiers existants. Les opérations de marquage-piquetage prendront en compte ces éléments.

Le titulaire doit adresser une DICT à chaque exploitant indiqué par le guichet unique défini à l'article L554-2 du code de l'environnement, dans un délai de dix jours ouvrés, qui s'applique au titulaire, à compter de la date de démarrage de la période de préparation. En l'absence de réponse à cette DICT par un exploitant dans le délai fixé par l'article R554-25 du code de l'Environnement, le titulaire devra le relancer en lui adressant à nouveau la DICT par lettre recommandée avec accusé de réception et l'exploitant a alors deux jours ouvrés pour répondre. A défaut de réponse de l'exploitant, le titulaire en informe le maître de l'ouvrage et, le cas échéant, le maître d'oeuvre.

Le titulaire doit renouveler la DICT dans le délai et les conditions prévues à l'article R.554-25 du code de l'environnement.

Le titulaire doit tenir en permanence sur le chantier, pendant toute sa durée, les DICT, les bordereaux d'envois des DICT et les récépissés obtenus avec les plans des réseaux.

9.2.2 Ouvrages non repérés

Si des ouvrages sont découverts après la signature du marché, le titulaire en informe par écrit le maître de l'ouvrage et le maître d'oeuvre et se met en contact, dans les plus brefs délais, avec le concessionnaire intéressé pour étudier avec celui-ci les mesures techniques qu'il compte prendre pour assurer le maintien en service de ce réseau.

Le titulaire du marché prend toutes dispositions utiles pour qu'aucun dommage ne leur soit causé.

En cas de préjudice dûment prouvé par le titulaire, le maître d'ouvrage l'indemnise.

9.3 Provenance, qualité, contrôle et prise en charge des matériaux et produits

9.3.1. Provenance des matériaux et produits

La provenance des matériaux, produits et composants de construction, dont le choix n'est pas laissé au titulaire, est proposée par le titulaire dans les conditions de l'alinéa 4.4.4.b. ci-après, et sous réserve de dispositions du Cahier des Clauses Techniques Générales et des documents techniques unifiés.

9.3.2. Caractéristiques – qualité – vérification – essais et épreuves des matériaux et produits

Le maître d'oeuvre peut préciser quels matériaux, produits et composants de construction font l'objet de vérifications, ou de surveillance de la fabrication, dans les usines, magasins et carrières du titulaire ou de ses fournisseurs ainsi que les modalités correspondantes.

Les précisions ci-après définissent les compléments et dérogations à apporter aux dispositions du Cahier des Clauses Administratives Générales (CCAG) et du Cahier des Clauses Techniques Générales (CCTG) concernant les caractéristiques et qualités des matériaux, produits et composants de construction à utiliser dans les travaux ainsi que les modalités de leurs vérifications, essais et épreuves, tant qualitatives que quantitatives, sur le chantier.

Sauf accord intervenu entre le maître de l'ouvrage et le titulaire sur des dispositions différentes, les vérifications de qualité sont assurées par le maître d'oeuvre.

Les vérifications de qualité et la surveillance de fabrication sont assurées par le maître d'oeuvre, sauf accord intervenu entre le maître d'ouvrage et le titulaire sur des dispositions différentes. Le CCTP précise les essais et vérifications dont le titulaire est chargé au titre de l'auto-contrôle.

Le Cahier des Clauses Administratives Générales et le Cahier des Clauses Techniques Générales sont ainsi complétés par les dispositions suivantes :

- Les matériaux employés sont conformes aux spécifications exigées au CCTP du lot concerné ;
- Le titulaire doit fournir toutes justifications et toutes informations sur la provenance des matériaux et fournitures à l'aide de ses reçus, certificats ou tout autre document. Il procède à ses frais, aux essais et analyses prévus au devis descriptif.
- Le titulaire est tenu de fournir tout échantillon des matériaux et produits qu'il doit employer. Ces échantillons, une fois acceptés sont conservés dans les locaux du maître de l'ouvrage. Ils servent de référence au cours des travaux et lors de la réception des ouvrages.
- Les matériaux, fournitures ou éléments de construction qui, bien qu'acceptés quant aux lieux de provenance sont reconnus défectueux sur le chantier, sont refusés et remplacés aux frais du titulaire.
- Le titulaire doit collaborer à l'exécution de toutes maquettes prototypes dont la réalisation s'avère nécessaire et est demandée par le maître d'oeuvre en vue de faciliter la coordination et la bonne exécution des travaux.

- Ces maquettes ou prototypes font l'objet d'un agrément du maître d'oeuvre, après quoi ils ne peuvent plus être modifiés.
 - Tous les essais prévus aux devis descriptifs et aux prescriptions techniques doivent être exécutés aux frais du titulaire.
- Les vérifications de qualité et la surveillance de fabrication sont assurées par le maître d'oeuvre. Le CCTP du lot concerné précise les essais et vérifications dont le titulaire est chargé au titre de l'auto-contrôle.

9.3.3. Appareils de mesures

Le titulaire fait son affaire des appareils de mesure, de contrôles ou autres nécessaires à l'exécution de ses prestations.

Ces appareils doivent être maintenus en bon état de fonctionnement en permanence et faire l'objet, au minimum, une fois par an, d'une vérification et d'un étalonnage par une entreprise spécialisées qui, à l'issue de son intervention, délivre un certificat d'étalonnage au titulaire.

Les rapports techniques émis par le titulaire comportent obligatoirement les références des appareils de mesure utilisés et pour chacun d'eux, la date du dernier étalonnage.

9.4 Préparation – coordination et exécution des travaux

9.4.1 Période de préparation – programme d'exécution des travaux

9.4.1.1 Période de préparation

Il est procédé, au cours de cette période de préparation, aux opérations énoncées ci-après :

Par le maître de l'ouvrage :

- autorisation d'accès au site ;
- la désignation des lieux de dépôts provisoires des matériels et matériaux ;
- les moyens et installations mis à disposition ;
- l'approbation du calendrier détaillé d'exécution ;
- l'organisation de la réunion de lancement de la période de préparation ;
- l'approbation du projet des installations de chantier ;
- la déclaration d'ouverture de chantier.

Par le maître d'oeuvre :

- l'établissement du calendrier détaillé d'exécution ;
- l'approbation du calendrier détaillé d'exécution ;
- le visa des études d'exécution réalisées par le titulaire ;
- le visa du calendrier d'établissement des documents d'exécution ;
- la validation des fournitures et des matériaux ;
- le visa du projet des installations de chantier et des ouvrages provisoires prescrits par l'article 28.2 du CCAG-Travaux ;
- le cas échéant, la remise de la liste nominative des personnels intervenant sur le chantier.

Par le titulaire :

- la remise des documents administratifs prévus par le marché ;
- la remise de la liste nominative des personnels intervenant sur le chantier, accompagnée de la copie de la carte nationale d'identité ;
- la liste des personnes devant représenter l'entreprise aux réunions de chantier ;
- l'établissement et présentation au visa du maître d'oeuvre du projet des installations de chantier et des ouvrages provisoires prescrits par l'article 28.2 du CCAG-Travaux ;
- l'établissement et présentation au visa du maître d'oeuvre des plans d'exécution, notes de calculs et études de détail nécessaires pour le début de travaux, dans les conditions fixées à l'article 29 du CCAG-Travaux,
- le plan particulier de sécurité et de protection de la santé (PP SPS).

9.4.1.2 Organisation – Hygiène et sécurité du chantier

Le titulaire s'assure des conditions d'organisation, d'hygiène et de sécurité du chantier objet des travaux conformément aux règles de l'art qui s'appliquent à sa profession.

Le titulaire doit disposer sur le chantier d'une personne capable d'assurer les soins consécutifs à de petits accidents et des moyens pharmaceutiques correspondants.

Le maître d'œuvre ou le maître d'ouvrage se réserve le droit de faire exclure du chantier toute personne ayant donné lieu à quelque sujet de plainte contre elle pour insubordination, ivresse, incapacité, improbité et tout autre comportement susceptible de nuire à l'image des services du Premier ministre.

Le titulaire s'engage à respecter les principes généraux de prévention définis par la loi n°93-1418 du 31 décembre 1993.

Outre ces principes, le titulaire s'engage à :

- désigner un interlocuteur au coordonnateur SPS ;
- informer le coordonnateur SPS de toutes les réunions qu'il organise lorsqu'elles font intervenir plusieurs entreprises et à lui indiquer leur objet ;
- donner suite pendant la durée de l'exécution des prestations, aux avis, observations ou mesures préconisées en matière de sécurité et de protection de la santé des travailleurs par le coordonnateur SPS. Tout différend entre le titulaire et le coordonnateur SPS est soumis, par le titulaire, au maître de l'ouvrage, il en informe également et de façon concomitante, le maître d'œuvre;
- viser à la demande du coordonnateur SPS, toutes les observations consignées au registre du journal ;
- accompagner le coordonnateur SPS sur le site lors de la visite préalable à la rédaction du PPSPS
- demander à ses sous-traitants qu'ils communiquent, au coordonnateur SPS, un PPSPS, à défaut, ils ne pourront intervenir sur le chantier.

9.4.2 Exécution des travaux

9.4.2.1 Tâches essentielles

Lorsque le co-traitant en charge de la réalisation des tâches essentielles est défaillant, qu'il soit par exemple en liquidation judiciaire ou dans l'impossibilité d'accomplir sa tâche pour des raisons qui ne sont pas de son fait, la mission qui lui a été confiée pourra être prise en charge soit par un autre membre du groupement, soit par un sous-traitant après accord du maître de l'ouvrage.

9.4.2.2 Réunions de chantier

Le titulaire est tenu d'assister ou de se faire représenter par une personne qualifiée (habilitée à prendre des décisions sans en référer à celui-ci) pendant toute la durée des travaux, aux rendez-vous hebdomadaires de chantier qui ont lieu aux emplacements, jour et heure fixés par le maître d'œuvre sans qu'il soit nécessaire de le convoquer.

Les dates des réunions de chantier seront fixées par le maître d'œuvre lors de la réunion de démarrage organisée dans les locaux du pouvoir adjudicateur.

Les interlocuteurs uniques du représentant du pouvoir adjudicateur et de chacun des titulaires sont présents à cette occasion.

Toute absence du représentant qualifié du titulaire à une réunion de chantier à laquelle il est convoqué entraînera l'application de pénalités.

Est considérée comme une absence la représentation du titulaire par des personnes non qualifiées.

9.4.3 Plan d'exécution – Notes de calculs – Etudes de détails

Le planning détaillé par tâche, qui comprend les délais d'approvisionnement par produit, est établi par le titulaire et soumis au maître d'œuvre dans un délai maximal de deux semaines après l'ordre de service de démarrage des travaux et fournitures d'équipement.

L'ensemble des plans d'exécution des ouvrages, échantillons et prototypes est établi par le titulaire et soumis avec les notes de calcul correspondantes à l'approbation du maître d'œuvre au plus tard quatre (4) semaines après l'ordre de service de démarrage. Ces derniers doivent les retourner au titulaire avec leurs observations éventuelles au plus tard quinze (15) jours après leur réception.

Les études et dessins d'exécution des ouvrages établis sous la responsabilité du titulaire, le sont à ses frais. Les frais de reproduction de ces documents en quatre (4) exemplaires, dont un reproductible, ainsi que les documents complémentaires établis par le maître d'oeuvre, sont également à la charge du titulaire.

9.4.4 Equipements, matériaux et produits

A la demande du maître d'oeuvre, les choix du titulaire concernant les équipements, matériaux et produits sont soumis à son approbation avant leur mise en oeuvre.

9.5 Contrôles et réception des travaux

9.5.1 Essais et contrôles des ouvrages exécutés

Les essais et contrôle d'ouvrage ou parties d'ouvrage, prévus par les documents techniques du marché, sont assurés contradictoirement sur le chantier par le titulaire du marché et le maître de l'ouvrage ou son représentant.

9.5.2 Repliement des installations de chantier et remise en état des lieux

Au terme des travaux le titulaire doit :

- procéder à l'évacuation de ses déblais ;
- nettoyer les installations ;
- réparer et remettre en état les installations détériorées.

En outre, le titulaire doit quotidiennement, à ses frais, réaliser la protection des lieux et exécuter le nettoyage du chantier et l'enlèvement de ses gravois, emballages ou déchets.

Les frais sont réputés compris dans le montant global et forfaitaire du marché.

Le titulaire prend en charge le rangement de son matériel et de ses matériaux hors des locaux, des circulations, des voies d'accès et des espaces verts de l'établissement.

Ces prestations sont effectuées dans le délai d'exécution des travaux.

9.5.3 Réception

La procédure de réception des travaux se déroule conformément aux dispositions de l'article 41 du CCAG-Travaux.

En application de l'article 41.6 du CCAG-Travaux, si la réception est assortie de réserves, le titulaire doit lever ces réserves dans un délai de quinze (15) jours. A défaut, le maître de l'ouvrage peut les faire exécuter aux frais et risques du titulaire, après mise en demeure demeurée infructueuse.

9.5.4 Documents fournis après exécution

Par dérogation à l'article 40 du CCAG-Travaux, le titulaire est tenu de fournir le dossier des ouvrages exécutés (DOE) dans un délai de 45 jours à compter de la date de réception des travaux, ainsi que les documents nécessaires à la constitution du DIUO (dossier d'interventions ultérieures sur ouvrages) par le CSPS, en particulier les gammes de maintenance des équipements.

Les documents devront être remis dans les délais prescrits par l'article 40 du CCAG- Travaux.

Ces documents sont présentés en trois (3) exemplaires reproductibles, dont un dématérialisé.

Dans tous les cas, le titulaire s'assure que les documents qu'il remet après exécution correspondent aux prestations réellement exécutées.

Dans tous les cas, le titulaire s'assure que les documents qu'il remet après exécution correspondent aux prestations réellement exécutées.

9.6 Pénalités

Tout manquement du titulaire à ses obligations peut donner lieu à pénalité, applicables de plein droit, sans mise en demeure préalable.

Les pénalités ne présentent aucun caractère libératoire. Le titulaire est donc intégralement redevable de ses obligations contractuelles et notamment des prestations dont l'inexécution a donné lieu à l'application de pénalités. Il ne saurait se considérer comme libéré de son obligation, du fait du paiement desdites pénalités.

L'application de pénalités est effectuée sans préjudice de la faculté de la personne publique de prononcer toute autre sanction contractuelle et notamment de faire réaliser tout ou partie du marché aux frais et risques du titulaire.

9.6.1 Pénalités liées au retard dans l'exécution des travaux

Du simple fait de la constatation par le maître d'oeuvre, d'un retard par rapport au calendrier détaillé d'exécution des travaux éventuellement modifié, le titulaire encourt, par dérogation à l'article 20.1 du CCAG-Travaux, une pénalité journalière de 150 € par jour calendaire de retard à compter du lendemain de l'expiration du délai global.

9.6.2 Pénalités pour absence de participation ou retard aux réunions de chantier

Toute absence d'un représentant qualifié du titulaire à une réunion de chantier à laquelle il est convoqué encourt la pénalité de 150 euros.

9.6.3 Pénalités liées au repliement des installations de chantier et remise en état des lieux

En cas de retard constaté par le maître d'oeuvre dans le dégagement, le nettoyage et la remise en état des emplacements, qui ont été occupés par le chantier le titulaire encourt une pénalité de 150 euros par jour calendaire de retard.

9.6.4 Pénalités liées à la remise des documents

Retard dans la présentation du projet de décompte final

Le délai de présentation du projet de décompte final est celui précisé par les articles 13.32 et 20.3 du CCAG-travaux. Le pouvoir adjudicateur applique une pénalité égale à 1/3000 (un trois millième) du montant des travaux par jour calendaire de retard à compter de l'expiration du délai prescrit à l'article 13.32 du CCAG-travaux.

Délais et retenues pour remise des documents fournis après exécution

En application de l'article 40 du C.C.A.G., en cas de retard de remise des documents devant être fournis après exécution par le titulaire, le pouvoir adjudicateur applique une retenue égale à quatre-vingt euros (80 € HT) par jour de retard sur les sommes dues au titulaire, dans les conditions précisées à l'article 20.5 du C.C.A.G.

Délais et retenues pour remise des documents d'exécution

En cas de retard de remise des documents d'exécution devant être soumis au visa de l'architecte, le pouvoir adjudicateur applique une retenue égale à deux cent cinquante euros (250 € HT) par document et par jour de retard sur les sommes dues au titulaire.

9.6.5 Pénalités liées aux clauses environnementales

En cas de non-respect de ses obligations relatives à la traçabilité des déchets, des sujétions de dépose, de tri et d'élimination des produits de démolition, de démontage et de traitement des déchets, le titulaire encourt une pénalité de 100 euros.

9.6.6 Plafonnement des pénalités

Le montant total des pénalités encourues est plafonné à 15% de la valeur des prestations objet du marché.

9.6.7 Seuil d'exonération des pénalités

Conformément à l'article 20.4 du CCAG-Travaux, le seuil d'exonération des pénalités est fixé à 1.000 euros HT pour l'ensemble du marché.

Article 10 - REGIME FINANCIER

10.1 Forme et contenu des prix

Les prix sont fermes pour la durée d'exécution du marché.

Les prix sont établis sur la base des conditions économiques en vigueur au mois M0 correspondant au mois de la date limite de remise des offres.

Toutefois, si l'exécution des prestations débute plus de 3 mois après la fixation du prix, les prix peuvent alors être actualisés selon la formule suivante :

$$P = P_0 (I-3 / I_0)$$

dans laquelle

P = prix actualisé

Po = prix fixé dans l'offre du titulaire

Io = valeur de l'indice/index, tel que défini ci-dessous, en vigueur au mois d'établissement des prix

I-3 = valeur de l'indice/index, tel que défini ci-dessous, trois mois avant la date de début d'exécution des prestations.

Index relatifs au Bâtiment et Travaux Publics :

N° du lot	Intitulés lots	Index appliqué à tous les prix du lot
1	Démolition Curetage	BT 01
2	Maçonnerie, gros oeuvre, faux plafonds, carrelage	BT 03
3	Equipements de cuisine	BT 01
4	Electricité CFO/CFA	BT 47
5	CVC, Plomberie	BT 38 – BT 41
6	Menuiserie bois	BT 18a
7	Peinture	BT 46

Chaque indice est publié au Bulletin Mensuel de Statistiques (INSEE), <http://www.indices.insee.fr>.

En cas de cessation de publication ou de disparition de l'index de référence, les parties conviennent:

- d'adopter l'index de remplacement publié
- si aucun index de remplacement n'est publié, de choisir un index similaire.

Clause de sauvegarde :

Dès lors que la révision des prix conduit à une augmentation supérieure à 4 %, le marché pourra être résilié, par le pouvoir adjudicateur, sans indemnité pour la partie non exécutée des prestations.

Clause butoir :

L'évolution des prix de règlement est limitée à une augmentation de 4 % du montant annuelle des prestations.

10.2 Modalités de rémunération du titulaire et règlement des comptes

10.2.1 Avances

Pour tout marché dont le montant est supérieur à 50 000 € H.T. et dont la durée d'exécution est supérieure à deux mois, une avance d'un montant égal à 5 % de son montant initial (en prix de base) du marché à exécuter en « propre » dans les douze premiers mois d'exécution sera versée au titulaire.

Si le marché est passé avec un groupement conjoint, les dispositions qui précèdent sont applicables aux prestations exécutées directement par l'ensemble des membres du groupement.

Les modalités de détermination du montant de l'avance s'appliquent alors au montant en prix de base des prestations de chaque cotraitant.

Le délai de versement de l'avance court à compter de la notification du marché.

Le remboursement de l'avance est effectué selon les modalités de l'article 111 du décret n° 2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics.

10.2.2 Acomptes

La périodicité des acomptes est fixée à un mois.

La demande d'acompte et son versement s'effectuent dans le cadre de l'article 114 du décret n° 2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics sur la base des prestations effectuées. Les demandes d'acomptes et le solde sont justifiés à partir du constat du service fait.

Le paiement des acomptes n'a pas de caractère définitif.

10.2.3 Projets de décompte

Chaque acompte correspond au montant des sommes dues au titulaire pour l'intervalle compris entre deux décomptes successifs.

Projets de décompte Les projets de décompte sont établis conformément aux dispositions de l'article 13.1 du CCAG-Travaux.

Les projets de décomptes mensuels sont remis au maître d'oeuvre au plus tard le 5 (cinq) de chaque mois.

Ils sont établis en trois (3) exemplaires, dont un (1) original, portant mention du numéro de marché. Ils sont cumulatifs et comprennent la situation arrêtée au dernier jour du mois précédent, établies à partir de la décomposition du prix global et forfaitaire.

Les projets de décomptes portent, outre les mentions légales, les indications suivantes :

- les nom et adresse du titulaire ;
- le numéro du présent marché ;
- le numéro du lot concerné ;
- l'intitulé bancaire ou postal relatif au compte mentionné sur l'acte d'engagement ;
- la désignation de la prestation exécutée ;
- le montant hors taxe de la prestation exécutée ;
- le taux et le montant de la TVA ;
- le montant total TTC des prestations exécutées ou livrées.

Toute demande de règlement est soumise à la validation du maître d'ouvrage chargé de constater la concordance entre les travaux effectivement exécutés et ceux figurant dans la demande de règlement.

Etats d'acomptes Les états d'acomptes sont établis conformément aux dispositions de l'article 13.2 du CCAG-Travaux.

Décompte final Pour chaque lot concerné, conformément à l'article 13.3 du CCAG-travaux, un projet de décompte final est établi par le titulaire et présenté au maître d'oeuvre dans un délai de 30 jours à compter de la date de notification de la décision de réception.

Décompte général Le décompte général est établi conformément à l'article 13.4 du CCAG-Travaux.

10.3 Modalités financières

10.3.1 Répartition des paiements

Les prestations font l'objet d'un paiement partiel définitif.

10.3.2 Retenue de garantie et cautionnement

Une retenue de 5 % est appliquée sur le montant du marché. La retenue de garantie peut être remplacée au gré du titulaire par une caution personnelle et solidaire.

Le marché peut être cédé ou nanti dans les conditions prévues aux articles 127 à 131 du décret n°2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics.

10.3.3 Intérêts moratoires

Les sommes dues sont payées conformément aux dispositions du titre IV de la loi n° 2013-100 du 28 janvier 2013 portant diverses dispositions d'adaptation de la législation au droit de l'Union européenne en matière économique et financière et du décret n° 2013-269 du 29 mars 2013 relatif à la lutte contre les retards de paiement dans les contrats de la commande publique.

Le délai de paiement est fixé à 30 jours maximum. La date de début du délai est déterminée selon les modalités de l'article 2 du décret sus-visé.

Lorsque les sommes dues en principal ne sont pas mises en paiement à l'expiration du délai de paiement, le

titulaire a droit, sans qu'il ait à les demander, au versement des intérêts moratoires et de l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement prévus aux articles 39 et 40 de la loi du 28 janvier 2013 susvisée.

Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage. Ils courent à l'expiration du délai de paiement jusqu'à la date de mise en paiement du principal incluse et sont calculés sur le montant total du paiement toutes taxes comprises, diminué des éventuelles retenue de garantie, clauses d'actualisation, de révision et des pénalités.

Le montant de l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement est fixé à 40 euros.

Les intérêts moratoires et l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement sont payés dans un délai de quarante-cinq jours suivant la mise en paiement du principal.

10.4 Modalités de facturation

Les paiements seront effectués par virement au compte du titulaire.

10.4.1 Mentions obligatoires

Les factures comportent les mentions obligatoires, conformément à l'article 242 nonies A de l'annexe II du code général des impôts et au décret n°2016-1478 du 2 novembre 2016 relatif au développement de la facturation électronique.

Les factures comportent notamment les mentions suivantes :

- les prestations effectuées, et la date d'exécution ;
- la référence du marché ;
- le cas échéant, le numéro de l'ordre de service

10.4.2 Taux de TVA

Sont applicables les taux de TVA en vigueur lors du fait générateur de la taxe au sens de l'article 269 du code général des impôts.

10.4.3 Monnaie

L'unité monétaire qui s'applique est l'Euro.

10.4.4 Transmission des factures

La transmission des factures s'effectue conformément aux dispositions :

- de l'ordonnance n°2014-697 du 26 juin 2014 relative au développement de la facturation électronique;
- du décret n° 2016-1478 du 2 novembre 2016 relatif au développement de la facturation;
- de l'arrêté du 9 décembre 2016 relatif au développement de la facturation électronique

Le titulaire a le choix entre plusieurs modes de transmission des factures :

a) Envoyer ses factures par raccordement direct à la solution mutualisée ou à partir d'un système tiers :

-par transfert de fichier (en mode EDI – Echange de données informatisées) : Chorus Pro permet des échanges d'informations par flux issus des systèmes d'information des fournisseurs. L'émetteur de facture adresse ses flux soit directement à Chorus pro soit par l'intermédiaire d'un opérateur de dématérialisation

-en utilisant des web services (en mode API - Application Programming Interface) : Chorus Pro offre l'ensemble de ses fonctionnalités sous forme de services intégrés dans un portail tiers (API/web service). L'émetteur de facture s'identifie via les API, et accède à l'ensemble des services de Chorus Pro comme par exemple le dépôt ou saisie de factures, le suivi du traitement des factures, l'adjonction et téléchargement de pièces complémentaires, etc.

b) Utiliser le portail Chorus Pro accessible par internet en se connectant à l'URL <https://chorus-pro.gouv.fr> aux fins de soit :

- déposer ses factures sur le portail ;
- saisir directement ses factures ;

Préalables techniques et réglementaires : Pour connaître les conditions techniques (guide utilisateurs du portail, kit de raccordement technique et spécifications du format normalisé d'échange) et réglementaires dans lesquelles s'opère la dématérialisation des factures, le titulaire est invité à consulter le portail internet à l'adresse ci-dessous :

support.technique@chorus-factures,budget.gouv.fr

Conformément à l'article 3 de l'ordonnance n°2014-697 du 26 juin 2014, l'obligation de transmettre les factures sous forme électronique s'imposera aux fournisseurs, en fonction de la catégorie de leur entreprise, entre le 1er janvier 2017 (pour les grandes entreprises et les personnes publiques) et le 1er janvier 2020 (pour les micro entreprises).

Dans cet intervalle, la possibilité est laissée aux fournisseurs d'adresser leurs factures par courrier.

Les factures sont établies en un seul original et envoyées à l'adresse suivante:

Services du contrôle budgétaire et comptable ministériel auprès des services du Premier ministre

Service facturier - DSAF

TSA 70723

75334 PARIS CEDEX 07

Article 11 - SOUS-TRAITANCE

L'acceptation des sous-traitants et l'agrément de leurs conditions de paiement sont soumis aux dispositions légales et réglementaires en vigueur.

La sous-traitance totale des prestations est interdite.

Afin d'obtenir l'acceptation et l'agrément du maître de l'ouvrage le titulaire doit présenter son sous-traitant par le biais de l'acte spécial de sous-traitance, dont les formalités sont comprises dans le formulaire DC4 ou équivalent (téléchargeable sur <http://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-candidat>) et fournit une déclaration mentionnant les capacités techniques professionnelles et financières du sous-traitant. À cette déclaration doit être jointe une déclaration du sous-traitant indiquant qu'il ne tombe pas sous le coup d'une interdiction d'accéder aux marchés publics.

L'acte spécial indique :

- La nature et le montant des prestations sous-traitées,
- Le nom, la raison ou la dénomination sociale et l'adresse du sous-traitant,
- Le montant maximum des sommes à verser par paiement direct au sous-traitant,
- Les conditions de paiement du contrat de sous-traitance,
 - Les modalités de calcul et de versement des avances et acomptes,
 - Le mois (ou la date d'établissement des prix),
 - Les modalités de révision des prix,
 - Les stipulations relatives aux délais, pénalités, primes, réfections et retenues diverses.
- Les capacités professionnelles et financières du sous-traitant,
- La personne habilitée à donner les renseignements prévus à l'article 127 du décret précité,
- Le comptable assignataire des paiements,
- Si le sous-traitant est payé directement le compte à créditer.

Le maître de l'ouvrage doit accepter ou refuser le sous-traitant et agréer ses conditions de paiement. Passé un délai de 21 jours à compter de la remise du DC4 et, le cas échéant, de la remise de l'exemplaire unique pour nantissement (ou du certificat de cessibilité) il est réputé avoir accepté le sous-traitant et agréé les conditions de paiement.

Dans l'hypothèse où le sous-traitant recourt lui-même à la sous-traitance, il doit, préalablement à toute exécution des travaux, obtenir l'acceptation et l'agrément des conditions de paiement de ce sous-traitant indirect auprès du pouvoir adjudicateur. Les dispositions de l'article 3.6.2. du CCAG-Travaux sont applicables. Le sous-traitant qui recourt lui-même à la sous-traitance est tenu de délivrer une caution personnelle et solidaire.

Le paiement du sous-traitant s'effectue conformément à l'article 136 du décret n°2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics.

Article 12 - DISPOSITIONS DIVERSES

12.1 Forme des notifications et des informations

L'acheteur notifie au titulaire les décisions ou informations qui font courir un délai, par tous moyens permettant d'attester la date de réception.

En cas de dématérialisation, les échanges se font via la plate-forme des achats de l'Etat (PLACE), ou à défaut via messagerie électronique.

12.2 Langue

Tous les documents écrits remis par le titulaire doivent être rédigés en langue française.

Dans le cas où le titulaire ne peut délivrer un document en langue française, il devra fournir, à sa charge, ce document accompagné d'une traduction en français.

De plus, l'ensemble des communications écrites ou orales durant la phase d'exécution s'effectuera en français.

12.3 Garanties

12.3.1 Retenue de garantie et cautionnement

Une retenue de garantie de 5 % est appliquée sur le montant du marché, afin de couvrir d'éventuels réserves à la réception des travaux, fournitures ou services ainsi que celles formulées, le cas échéant, pendant le délai de garantie.

La retenue de garantie peut être remplacée au gré du titulaire par une caution personnelle et solidaire.

Le marché peut être cédé ou nanti dans les conditions prévues aux articles 127 à 131 du décret n°2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics. Il est remis, sur demande du titulaire, d'un co-traitant ou d'un sous-traitant, une copie de l'original du marché revêtue d'une mention dûment signée indiquant que cette pièce est délivrée en unique exemplaire en vue de permettre la cession ou le nantissement des créances résultant du marché.

12.3.2 Garantie de parfait achèvement

Le maître d'œuvre procède à une visite de parfait achèvement avant l'expiration du délai de garantie de parfait achèvement. Le cas échéant, le titulaire est convoqué.

12.4 Assurances

12.4.1 Responsabilité

D'une manière générale, le titulaire assume les risques et responsabilités découlant des lois, règlements et normes en vigueur. À ce titre, le titulaire répond notamment des responsabilités et garanties résultant des principes dont s'inspirent les articles 1792, 1792-2, 1792-3 et 1792-4 du code civil.

12.4.2 Assurances de responsabilité civile de droit commun

Le titulaire et ses sous-traitants éventuels doivent être garantis par une police destinée à couvrir leur responsabilité civile en cas de préjudices causés à des tiers, y compris le maître de l'ouvrage et aux autres intervenants à la suite de tout dommage corporel, matériel et immatériel consécutif ou non à un dommage corporel et/ou matériel, du fait de la réalisation des travaux, qu'ils soient en cours d'exécution ou terminés.

En cas de travaux sur existants, ces garanties doivent être étendues aux dommages causés aux parties anciennes de l'ouvrage.

Les montants garantis devront être compatibles avec l'importance et la durée des travaux et comporter un minimum raisonnable par sinistre (par sinistre et par an après réception) tous dommages confondus. Le Maître de l'ouvrage se réserve le droit de préciser avant le début effectif des travaux la valeur de ce montant « minimum raisonnable ».

En cas de groupement, et quelle que soit la forme de ce dernier, ce minimum s'entend par membre du groupement.

12.4.3 Assurances de responsabilité civile décennale

L'opération est soumise à l'obligation d'assurance de responsabilité civile décennale prévue par l'article L.241-1 du code des assurances et le montant prévisionnel de l'opération est inférieur à quinze (15) millions d'euros HT.

Le titulaire déclare avoir souscrit une police de responsabilité civile décennale en capitalisation en état de validité au jour de l'ouverture du chantier le garantissant pour les travaux confiés.

Cette police comporte les garanties suivantes :

- garantie effondrement avant réception ;
- responsabilité civile décennale y compris au profit des existants totalement incorporés et techniquement indivisibles ;
- dommages immatériels consécutifs à sinistres engageant la responsabilité civile décennale du titulaire s'ils ne sont pas inclus en extension du contrat de responsabilité de droit commun.

Le titulaire justifie de sa police d'assurances individuelle de responsabilité civile décennale par une attestation d'assurances émanant de sa société d'assurances conforme au modèle standard défini par la Fédération Française des Sociétés d'Assurance (FFSA).

Les attestations précisent le montant maximum des chantiers pour lesquels les garanties sont délivrées, la mention selon laquelle les garanties sont délivrées au coût de l'ouvrage.

Chaque intervenant doit être en mesure de justifier de l'état d'assurance de ses sous-traitants au fur et à mesure de leur désignation. Les stipulations du contrat des dits sous-traitants doivent prévoir au minimum, la couverture de la réparation des dommages de la nature de ceux qui engagent la responsabilité civile décennale des constructeurs au sens des articles 1792, 1792-2, et 1792-4-1 du code civil.

12.4.4 Dispositions communes

En application de l'article L. 241-1 du code des assurances et du NOTI et par dérogation à l'article 9.2 du CCAG, pour justifier l'ensemble de ces garanties, le titulaire fournit une attestation avant la notification du marché, émanant de sa compagnie d'assurance.

Dans un délai de quinze jours à compter de la notification du marché, et avant tout commencement d'exécution, l'entrepreneur ainsi que les co-traitants et sous-traitants éventuels doivent justifier au moyen d'une attestation nominative détaillée émanant de leur assureur qu'ils sont titulaires d'une police d'assurance couvrant tous les risques dont il pourrait être tenu pour responsable dans les conditions du droit commun notamment : accident, incendie, explosion, vol, dégâts des eaux, conséquences d'un défaut, notamment.

Sur simple demande du maître de l'ouvrage, le titulaire justifie qu'il acquitte ses primes d'assurances et que les garanties pour le présent chantier sont en cours de validité et qu'elles n'ont fait l'objet d'aucune suspension ni résiliation.

Toute modification des contrats d'assurances (activités garanties, nature et montants des garanties et des franchises, assureurs, etc...) est notifiée au maître de l'ouvrage.

Le titulaire mettant en oeuvre des techniques non courantes s'engage à obtenir de son assureur de responsabilité décennale l'extension de garantie nécessaire.

En cas de couverture insuffisante ou d'absence de couverture du titulaire (ou de l'un de ses sous-traitants), le maître de l'ouvrage se réserve le droit d'exiger de sa part la souscription d'une assurance complémentaire dont le coût sera à sa charge.

Le non-respect de ces obligations en cours d'exécution du marché peut entraîner, après mise en demeure restée infructueuse, la résiliation du marché par le maître de l'ouvrage.

12.5 Autres obligations administratives

Le titulaire est tenu de notifier sans délai à l'acheteur les modifications survenant en cours d'exécution. En cas de manquement, l'acheteur ne saurait être tenu pour responsable des conséquences pouvant en découler, et notamment des retards de paiement.

Le titulaire met à disposition tous les six mois, à partir de la notification, jusqu'à la fin de l'exécution, les pièces prévues aux articles D.8222-5 ou D.8222-7 et D.8222-8 du code du travail.

Si le maître d'oeuvre recourt à des salariés détachés, il doit produire, préalablement au début du détachement, les documents justifiant de la régularité de ses obligations au regard de l'article L.1262-2-1 du code du travail.

12.6 Résiliation

Le pouvoir adjudicateur peut résilier le marché lorsque le titulaire est placé dans l'une des situations mentionnées aux articles 45, 46 et 48 de l'ordonnance n°2015-899 du 23 juillet 2015.

Après signature du marché, en cas d'inexactitude des documents et des renseignements prévus, ou de refus de produire les pièces prévues aux articles D8222-5 ou D8222-7 et D8222-8 du code du travail, le marché sera résilié, après mise en demeure restée infructueuse, aux torts du titulaire selon les dispositions du CCAG de référence.

12.7 Exécution aux frais et risques du titulaire

L'exécution aux frais et risques s'effectue dans les conditions prévues au CCAG de référence.

12.8 Litiges et contentieux

Les parties cherchent un règlement amiable à tout litige ou différend susceptible d'intervenir dans le cadre de l'exécution des prestations.

Le comité consultatif de règlement amiable ou litiges relatifs aux marchés publics peut être saisi selon les modalités fixées par le décret 2010-1525 du 8 décembre 2010 relatif aux comités consultatifs de règlement amiable des différends ou litiges relatifs aux marchés publics.

Le comité consultatif compétent est :

Comité consultatif national de règlement à l'amiable des litiges liés aux marchés publics - 6 rue Louise Weiss
- 75703 PARIS CEDEX 13

Le présent marché est régi par le droit français.

Le tribunal compétent pour le règlement des litiges est le tribunal administratif de Paris.

Article 13 - DEROGATIONS AU CCAG

Les dérogations au CCAG sont présentées dans le tableau récapitulatif des dérogations ci après:

Article du présent CCAP	Article du CCAG auquel il est fait dérogation	Commentaire - objet de la dérogation
6	4.1	Documents contractuels
4.3.3.2	28.1	Période de préparation
7.4.2	28.5	Registre de chantier
7.5.4	40	Documents fournis après exécution
10.1.1	20.1	Pénalité pour retard dans l'exécution
11.3.4	9.2	Attestations d'assurance

Article 14 - ANNEXE – DOCUMENTS A FOURNIR POUR L'ACCES AU SITE

DOCUMENTS A FOURNIR CONCERNANT LES SOCIETES :

- K-BIS de moins de 3 mois ou inscription au registre des métiers (A fournir lors de la passation du marché)
- Contrat de sous traitance (A fournir lors de la passation du marché)

DOCUMENTS A FOURNIR CONCERNANT LES EMPLOYES : (Avant intervention)

- Une liste exhaustive du personnel en mentionnant obligatoirement :

Le nom, prénom, nationalité, date et lieu de naissance (ville, département et pays) et la date d'entrée dans l'entreprise.

Pour les travailleurs temporaires, mentionner le nom et l'adresse de l'entreprise de travail temporaire.

- La copie de la déclaration d'embauche de chaque salarié nouvellement recruté ou la copie du registre unique du personnel.

- La copie des pièces d'identité ou la copie des documents autorisant les salariés étrangers à occuper un emploi sur le territoire français.

- La photo d'identité (sur support papier) avec le nom de la personne au verso pour chacun des ouvriers.

Pour une nouvelle autorisation d'accès, la demande devra être effectuée au minimum 96 heures à l'avance.

- L'immatriculation des véhicules et engins (les véhicules ne pourront pas stationner mais pourront charger ou décharger sauf autorisation dûment motivée).

Les intervenants doivent impérativement :

- se présenter, par le 57 rue de Varenne, munis de leur pièce d'identité valide, pour le contrôle en échange de leur badge.
- porter le badge de manière visible.
- être en mesure de présenter les pièces justificatives susceptibles de leur être demandées (titre de travail pour les travailleurs étrangers, contrat d'intérim pour les intérimaires, le permis de conduire pour les conducteurs, carte grise et assurance).